

# Les bases sociales de la question féminine

(extraits)

## Alexandra Kollontai

---

Laissant aux savants bourgeois la discussion sur la question de la supériorité d'un sexe sur l'autre, avec la mesure des cerveaux, la comparaison des structures psychologiques des hommes et des femmes, les tenants du matérialisme historique acceptent totalement les spécificités de chaque sexe et ne demandent pour chaque personne, femme ou homme, qu'une réelle opportunité à l'auto-détermination la plus complète et la plus libre, les plus larges potentialités de développement et de réalisation de ses inclinaisons naturelles.

**Les tenants du matérialisme historique rejettent l'existence d'une question féminine spécifique séparée de la question sociale en général**, aujourd'hui. Des facteurs économiques particuliers se trouvent derrière la subordination des femmes, les qualités naturelles ont été un facteur secondaire dans ce processus. Ce n'est que par la disparition de ces facteurs, ce n'est que l'évolution de ses forces qui à un certain moment de l'histoire ont donné naissance à l'assujettissement des femmes, que l'on peut influencer et changer leur position sociale. En d'autres termes, les femmes ne peuvent être pleinement émancipées et égales que dans un monde organisé sur d'autres bases sociales et économiques.

**Cela ne signifie pas toutefois que l'amélioration partielle de la vie des femmes ne soit pas possible dans le cadre du système moderne.** La solution radicale à la question féminine n'est possible que par la refondation complète des rapports de production modernes ; mais cela doit-il nous empêcher d'œuvrer à des réformes qui satisferaient les intérêts les plus urgents du prolétariat ? Au contraire, chaque conquête de la classe ouvrière représente une étape menant au « règne de la liberté et de l'égalité sociale » : chaque droit que la femme arrache la rapproche de l'objectif final, l'émancipation pleine et entière.

Le mouvement socialiste a été le premier à intégrer à son programme la demande de droits égaux entre les hommes et les femmes ; dans ses discours, dans ses imprimés, le parti demande toujours et partout la levée des restrictions touchant les femmes, c'est l'influence du parti seule qui a forcé les autres pays et gouvernements à mener des réformes en faveur des femmes. Et en Russie, ce parti n'est pas seulement le défenseur des femmes sur le plan théorique mais toujours et partout il adhère au principe de l'égalité des femmes.

Qu'est-ce qui, dans ce cas, empêche nos partisans de l'« égalité des droits » de soutenir ce parti fort et rompu au combat ? Le fait est que tout aussi radicales qu'elles puissent paraître, elles restent loyales à leur classe bourgeoise. La liberté politique est actuellement une condition préalable à la croissance et à la prise de pouvoir de la bourgeoisie russe, sans elle, toute la prospérité économique de cette dernière se révélerait construite sur du sable. La revendication d'une égalité politique est pour les femmes une nécessité surgissant de la vie même.

Le mot d'ordre « accès à toutes les professions » ne suffit plus ; ce n'est que par la participation directe au gouvernement du pays que l'on peut élever la situation économique des femmes. D'où le désir passionné des femmes de la moyenne bourgeoisie à obtenir le droit de vote, et leur hostilité par rapport au système bureaucratique moderne.

Toutefois, dans leurs revendications d'égalité politique, nos féministes sont comme des sœurs étrangères ; les vastes horizons ouverts par les socialistes leur restent étrangers et incompréhensibles. **Les féministes cherchent l'égalité dans le cadre de la société de classe existante, en aucun cas, elles n'attaquent les bases de cette société.** Elles luttent pour leurs propres prérogatives, sans remettre en cause les prérogatives et privilèges existants. Nous n'accusons pas les représentants du mouvement féministe bourgeois de ne pas arriver à comprendre la question ; leur vision des choses découle inévitablement de leur position de classe.

### **La lutte pour l'indépendance économique**

Tout d'abord, nous devons nous demander si un seul mouvement féminin uni est possible dans une société reposant sur des contradictions de classe. Le fait que les femmes qui participent au mouvement de libération ne représentent pas une masse homogène est clair, à n'importe quel observateur objectif.

**Le monde des femmes est divisé, tout comme celui des hommes, en deux camps ; les intérêts et les aspirations d'un groupe de femmes les rapprochent de la classe bourgeoise, tandis que l'autre groupe a des relations étroites avec le prolétariat,** et ses exigences d'émancipation représentent une solution intégrale à la question féminine. Donc, quoique les deux camps partagent le slogan général de la « libération de la femme », leurs objectifs et leurs intérêts sont différents. Chaque groupe prend inconsciemment comme point de départ les intérêts de sa propre classe, ce qui donne une empreinte de classe spécifique aux objectifs et tâches qu'ils se fixent.

Toutefois, quelle que soit la radicalité apparente des revendications des féministes, il ne faut pas perdre de vue de la fait que les féministes ne peuvent pas, étant donné leur position de classe, lutter pour cette transformation fondamentale de la structure sociale et économique sans laquelle la libération de la femme ne saurait être achevée.

Si dans certaines circonstances, les tâches à court-terme des femmes de toutes les classes peuvent converger, les objectifs finaux des deux camps, qui dans le long-terme déterminent la direction du mouvement et les moyens à utiliser, diffèrent fortement. Tandis que pour les féministes, la réalisation de l'égalité des droits avec les hommes dans le cadre du monde capitaliste représente une fin concrète et suffisante en soi, l'égalité des droits n'est, pour la travailleuse, qu'un moyen de porter la lutte contre l'asservissement économique de la classe ouvrière. **Les féministes voient les hommes comme leur principal ennemi,** puisque les hommes ont injustement gardé pour eux tous les droits et privilèges, ne laissant aux femmes que des chaînes et des devoirs. Pour eux, une victoire n'est remportée que lorsqu'une prérogative autrefois réservée au sexe masculin est concédée au « beau sexe ». **Les travailleuses, les femmes prolétaires, ont une autre attitude. Elles ne voient pas l'homme comme leur ennemi, leur oppresseur ; au contraire, elles pensent que les hommes sont leurs camarades,** qu'ils partagent avec elles les corvées quotidiennes, et luttent avec elles pour un avenir meilleur. Les femmes et leurs camarades masculins sont asservis dans les mêmes conditions sociales ; les mêmes chaînes honnies

du capitalisme oppriment leur volonté et les privent des joies et des charmes de la vie. Il est vrai que les aspects spécifiques du système actuel font reposer un « double poids » sur les épaules des femmes, comme il est aussi vrai que les conditions du travail salarié font des femmes des rivales, des concurrentes des hommes. Mais dans ces conditions défavorables, la classe ouvrière sait qui est coupable.

La travailleuse, pas moins que son frère d'infortune, déteste ce monstre insatiable à la gueule couverte d'or qui, préoccupé seulement de pomper tout le suc de ses victimes et de croître sur le dos de millions de vies humaines, se jettent avec la même avidité sur les hommes, les femmes et les enfants. Des milliers de fils les lient aux travailleurs. Les aspirations de la bourgeoisie, d'autre part, semblent étranges et incompréhensibles. Elles ne réchauffent pas le cœur prolétarien ; elles ne promettent pas à la femme prolétaire un avenir radieux vers où se tourneraient les regards de l'Humanité exploitée.

Le but final de la femme prolétarienne ne l'empêche pas, bien sûr, de vouloir améliorer son sort dans le cadre du système bourgeois actuel, mais la réalisation de ces désirs est constamment entravée par des obstacles qui découlent de la nature même du capitalisme. Une femme ne peut avoir l'égalité des droits, et n'être pleinement libre que dans un monde de travail socialisé, d'harmonie et de justice. Les féministes ne veulent pas et ne peuvent pas le comprendre ; il leur semble que lorsque l'égalité est formellement acceptée par la loi, il leur sera possible d'acquérir une place confortable, pour elles-mêmes, dans le vieux monde d'oppression et de servitude, des larmes et des peines. Et c'est vrai, jusqu'à un certain point. **Pour la majorité des femmes issues du prolétariat, l'égalité des droits avec les hommes ne signifierait qu'une participation égale à l'inégalité, mais pour les « élues » pour les femmes bourgeoises, cela ouvrirait la voie à des droits et des privilèges inédits** qui jusque-là n'étaient réservés qu'aux hommes de la classe bourgeoise. Mais chaque nouvelle concession remportée par les bourgeoises ne ferait que fournir une nouvelle arme pour l'exploitation de leurs petites sœurs et ne ferait qu'accroître la division entre les femmes issues des deux camps sociaux opposés. Leurs intérêts rentreraient plus fortement en conflit, leurs aspirations plus ouvertement en contradiction.

Où est donc cette « question féminine » générique ? Où est cette unité des tâches et des aspirations dont parlent tant les féministes ? Une analyse sérieuse de la réalité nous montre qu'une telle unité n'existe pas, et ne peut exister. C'est en vain que les féministes affirment que la « question féminine » n'a rien à avoir avec celle du parti et que « sa résolution est possible que par la participation de tous les partis et de toutes les femmes » ; comme le disait une féministe radicale allemande, la logique des faits nous force à rejeter cette illusion confortable des féministes.

Les conditions et les formes de production ont assujéti les femmes tout au long de l'histoire de l'Humanité, et elles ont progressivement relégué dans une position d'oppression et de dépendance dans laquelle elles se trouvent encore pour l'immense majorité.

Un bouleversement colossal de l'ensemble de la structure sociale et économique était nécessaire pour que les femmes commencent à retrouver l'importance et l'indépendance qu'elles avaient perdu. Des problèmes qui avaient semblé trop difficile, y compris aux plus grands esprits, de résoudre sont désormais résolus par les certes inanimées mais toute-puissantes conditions de production. Les mêmes forces qui pendant des milliers d'années ont asservi les femmes permettent, à un stade supérieur de développement, d'avancer sur la voie de la liberté et de l'indépendance.

La question féminine a pris de l'importance pour les femmes des classes bourgeoises à peu près au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle – bien après que les femmes du prolétariat ont fait irruption dans le monde du travail. Sous l'impact des succès monstrueux du capitalisme, les couches moyennes de la population sont frappées par la vague de la paupérisation. Les changements économiques ont rendu la situation financière de la petite et moyenne bourgeoisie instable, et les bourgeoises sont face à un dilemme qui prend des proportions inquiétants, soit accepter la pauvreté, soit réaliser le droit au travail. Les femmes et les filles de ces groupes sociaux commencent à frapper à la porte des universités, des salons, des maisons éditoriales, des bureaux, se dirigeant vers les professions qui leur sont ouvertes. Le désir des bourgeois d'accéder à la science et aux avantages de la culture n'est pas le résultat d'un besoin soudain, en train de mûrir, mais il dérive de cette question du « pain quotidien ».

Les femmes issues de la bourgeoisie rencontrent, pour la première fois, une résistance acharnée des hommes. **Une rude bataille oppose les hommes installés dans les professions supérieures, attachés à leurs « petites niches douillettes » et les femmes nouvelles dans les métiers, prêtes à gagner leur pain.** La lutte a donné naissance au « féminisme », cette tentative des bourgeoises de se rassembler leurs forces pour s'opposer à l'ennemi, les hommes. Alors qu'elles venaient tout juste de rentrer dans le monde du travail, ces femmes se sont elles-mêmes présenté comme l' « avant-garde du mouvement des femmes ». Elles oublient qu'en ce qui concerne la lutte pour l'indépendance économique, elles ne faisaient que, sur d'autres terrains, suivre les pas de leurs petites sœurs et récolter les fruits des efforts entrepris de leurs mains cloquées.

Est-il vraiment possible de dire que les féministes sont les pionnières de la lutte pour le travail des femmes, quand dans chaque pays des centaines de milliers de travailleuses ont déjà occupé les usines et les ateliers, rentrant dans chaque branche de l'industrie, bien avant que le mouvement féminin bourgeois ne soit né ? **Ce n'est que grâce au fait que le travail des femmes prolétariennes ait eu une reconnaissance sur le marché mondial que les bourgeoises ont pu occuper une position indépendante dans la société, dont les féministes sont si fières.**

Il est pour nous difficile de trouver un seul fait dans l'histoire de la lutte des travailleuses pour l'amélioration de leurs conditions matérielles auquel le mouvement féministe en général a contribué de façon majeure. Tout ce que les travailleuses ont gagné dans l'amélioration de leurs conditions de vie est le résultat des efforts de la classe ouvrière en général et d'eux-mêmes en particulier. **L'histoire de la lutte des travailleuses pour de meilleures conditions de travail et pour une vie plus décente est l'histoire de la lutte du prolétariat pour sa libération.**

Qu'est-ce qui a forcé, si ce n'est la peur d'une dangereuse explosion de l'insatisfaction prolétarienne, les propriétaires à rehausser le prix du travail, réduire les heures de travail, et introduire de meilleures conditions de travail ? Qu'est-ce, si ce n'est la peur d'une « rébellion ouvrière », qui a persuadé le gouvernement à instaurer une législation limitant l'exploitation du travail par le capital ?

Il n'y a pas un seul parti dans le monde qui ait pris la défense des femmes, comme le mouvement socialiste l'a fait. Les travailleuses sont avant tout membres de la classe ouvrière, et plus la position et le bien-être de chaque membre de la famille prolétarienne sont satisfaisants, plus grands sont les avantages à long-terme pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Face aux difficultés sociales croissantes, la combattante sincère de la cause doit commencer à se poser des questions. **Elle ne peut pas ne pas voir le peu que le mouvement féministe en général a fait pour les travailleuses**, combien il a été incapable d'améliorer la situation de la classe ouvrière. L'avenir de l'humanité doit sembler bien sombre, terne et incertain à ces femmes qui luttent pour l'égalité mais n'ont pas adopté le point de vue prolétarien et développé une foi forte dans l'avènement d'un système social plus parfait. Tandis que le monde capitaliste actuel reste inchangé, la libération doit leur sembler inachevée. Quel désespoir doit saisir la plus sensée et la plus réfléchie parmi ces femmes. Seule la classe ouvrière est capable de nous remonter le moral dans le monde moderne, avec ses rapports sociaux déformés. D'un pas ferme et décidé, elle avance patiemment vers son objectif. Elle entraîne la travailleuse dans ses rangs. La travailleuse rentre avec courage dans l'épineux sentier du travail. Ses jambes sont cassées, son corps est fracassé. Il y a de dangereux précipices sur la route, et des prédateurs cruels attendent dans les parages.

Mais ce n'est qu'en prenant cette voie que les femmes seront en mesure d'atteindre cet objectif lointain mais séduisant – leur véritable libération dans un nouveau monde du travail. Dans cette marche difficile vers un avenir radieux, **la travailleuse, jusqu'à peu une esclave humiliée, piétinée avec aucun droit, apprend à se débarrasser de la mentalité d'esclave qui lui était collée**, elle se transforme petit à petit en une travailleuse indépendante, en une personnalité indépendante, libre en amour. C'est elle, en luttant dans les rangs du prolétariat, qui gagne pour les femmes le droit au travail ; c'est elle, la « petite sœur », qui prépare le terrain à la femme de l'avenir « libre » et « égale ».

Pourquoi, alors, les travailleuses devraient rechercher l'union avec les bourgeoises féministes ? Qui, actuellement, prétendrait que l'on aurait quelque chose à y gagner avec une telle alliance ? Certainement pas la travailleuse. Elle est son propre sauveur ; son avenir se trouve entre ses mains. Les femmes ne doivent pas oublier et n'oublient pas que tandis que l'objectif des femmes est **La travailleuse préserve ses propres intérêts de classe et elle n'est pas trompée par les grands discours sur la « parité féminine dans le monde »**, de garantir leurs propres intérêts dans le cadre d'une société antagoniste à nos intérêts, notre objectif est de construire, à la place du vieux monde, dépassé, un temple radieux du travail universel, de la solidarité entre camarades et de la liberté dans la joie.

### **Le mariage et le problème de la famille**

Tournons notre attention à un autre aspect de la question féminine, la question de la famille. L'importance que la solution de cette question urgente et complexe acquiert pour l'émancipation véritable des femmes est connue de tous. La lutte pour les droits politiques, pour le droit à obtenir des doctorats et d'autres diplômes universitaires, et pour l'égalité des salaires pour le même travail, ne sont pas le dernier mot de la lutte pour l'égalité. Pour devenir réellement une vraie femme, il faut se libérer des chaînes pesantes des formes actuelles de la famille, qui sont dépassées et oppressives. **Pour les femmes, la solution à la question familiale n'est pas moins importante que la réalisation de l'égalité politique et de l'indépendance économique.**

Dans la famille actuelle, dont la structure a été maintenue par la coutume et la loi, la femme est opprimée, pas seulement en tant que personne mais en tant que femme et mère, dans la plupart des pays du monde civilisé, le code civil place la femme dans un état de plus ou moins grande dépendance

par rapport à son mari, et accorde au mari, non seulement le droit à disposer de sa propriété, mais aussi le droit à la domination morale et physique sur elle.

Quand la servitude officielle et légale cesse, la force que nous appelons l' « opinion publique » naît. Cette opinion publique est créée et soutenue par la bourgeoisie avec comme objectif de maintenir l' « institution sacrée de la propriété ». L'hypocrisie de la « double moralité » est une autre arme. La société bourgeoise écrase la femme avec son étau économique brutal, rémunérant son travail au salaire minimum. La femme est privée du droit de chaque citoyen à élever sa voix pour défendre ses intérêts : au contraire, il ne lui ait donné que cette alternative charmante : soit le lien asservissant du mariage soit la prostitution – une affaire méprisée et combattue en public, mais encouragée et soutenue en secret. Est-il nécessaire d'insister sur les faces sombres de la vie conjugale aujourd'hui, et les souffrances qu'endurent les femmes par leur position dans la structure famille existante ? Tant de choses ont déjà été écrites et dites sur ce sujet. La littérature est pleine de descriptions déprimantes des pièges de la vie conjugale et familiale. Combien de drames psychologiques se jouent ! Combien de vies sont brisées ! Ici, il n'est important pour nous que de noter que la structure familiale moderne, dans une plus ou moins grande mesure, opprime les femmes de toutes les classes et toutes les couches de la population. **Les coutumes et traditions oppriment la jeune mère, quelle que soit sa couche sociale d'appartenance, les lois placent la femme bourgeoise, la travailleuse et la paysanne, toutes sous la tutelle de leurs maris.**

N'avons-nous pas découvert finalement l'aspect de la question féminine qui unit les femmes de toutes les classes ? Ne pouvons-nous pas lutter ensemble contre les conditions qui les oppriment ? N'est-il pas possible que les souffrances, les revendications que les femmes partagent dans ce domaine n'atténuent les antagonismes de classe et n'offrent des aspirations communes, la base d'une action conjointe pour les femmes des différents camps ? Les féministes luttent pour de formes plus libres du mariage et pour le « droit à la maternité » ; elles élèvent leurs voix pour défendre les prostituées, l'être humain persécuté par tous. Voyez combien la littérature féministe est emplie de la recherche de nouvelles formes de relations et de demandes enthousiastes pour l' « égalité morale » des sexes. N'est-il pas vrai que, tandis que dans la sphère économique la bourgeoisie est à la traîne de l'armée de millions de femmes prolétaires, c'est elle au contraire qui ouvre la voie de la « femme nouvelle », dans la résolution de la question familiale.

Ici, en Russie, les femmes issues de la bourgeoisie moyenne – lancées sur le marché du travail dans les années 1860 – ont depuis longtemps résolu en pratique bon nombre des aspects les plus complexes de la question du mariage. Elles ont remplacé la famille « consolidée » du mariage religieux traditionnel avec des types de relations plus élastiques qui correspondent aux besoins de cette couche sociale. Mais la résolution subjective de cette question par certaines femmes ne change pas la situation et n'améliore pas la sombre description générale que l'on peut faire de la vie familiale. Si une force détruit réellement la forme moderne de la famille, ce ne sont pas les efforts titanesques de quelques têtes fortes mais les forces inanimées et toutes-puissantes de production, qui font naître sans concession de nouvelles formes de vie, sur de nouvelles bases.

La lutte héroïque de quelques jeunes femmes du monde bourgeois, qui lancent ce défi à la société, celui du droit d' « oser l'amour », sans ordre ni chaîne, devait servir d'exemple à toutes les femmes languissant dans les chaînes familiales – c'est ce qui est prêché par les féministes les plus émancipées à l'étranger, et par nos plus progressistes combattantes de l'égalité des droits ici. La question du mariage, en d'autres

termes, est résolue selon elles sans la moindre référence à la situation historique ; elle est résolue indépendamment des changements dans la structure économique de la société. Les efforts héroïques de certains individus suffiraient. **Il suffira à une femme de dire tout simplement « osons », et le problème du mariage serait résolu.**

Mais les femmes moins héroïques hochent la tête, avec scepticisme : « C'est parfait pour les héroïnes de roman pourvues par leur auteur avisé d'une grande indépendance, d'amis désintéressés et dotées de charmes extraordinaires, qui peuvent ainsi lancer ce défi. Mais pour les autres, celles qui n'ont ni capital, ni salaire suffisant, ni amis, ni charme ? » Et la question de la maternité occupe l'esprit de la femme qui lutte pour sa liberté. L' « amour libre » est-il possible ? Peut-il être réalisé comme un phénomène général, accepté comme la norme plutôt que comme exception, au vu de la structure économique de notre société ? Est-il possible dans un monde individualiste, d'ignorer le contrat de mariage officiel sans nuire aux intérêts des femmes ? Le contrat de mariage est la seule garantie que les difficultés de la maternité ne retomberont pas sur la femme seule. N'est-ce pas ce qui arriva un jour au travailleur qui arrive désormais aux femmes ? L'abolition des restrictions liées aux corporations, sans mise en place de nouvelles lois régissant l'attitude des maîtres, a donné au capital un pouvoir absolu sur les travailleurs. Le slogan séduisant « liberté de contrat pour le travail et le capital » est devenu un instrument pour l'exploitation brutale du travail par le capital. **L' « amour libre » introduit de façon récurrente dans la société de classe existante, au lieu de libérer les femmes des difficultés de la vie familiale, lui ferait porter un nouveau poids – la tâche de s'occuper, seule et sans aide, de ses enfants.**

**Seul un certain nombre de réformes fondamentales dans la sphère des rapports sociaux – des réformes transférant ces obligations de la famille à la société, à l'État – pourrait créer une situation où le principe de l' « amour libre » pourrait dans une certaine mesure être réalisé.** Mais peut-on sérieusement attendre de l'État de classe moderne, aussi démocratique puisse-t-il être, qu'il prenne en charge les devoirs vis-à-vis les mères et les enfants qui sont actuellement pris en charge par cette unité individualiste qu'est la famille moderne ? Seule une transformation fondamentale de tous les rapports de production peut créer les conditions sociales préalables pouvant protéger les femmes des aspects négatifs de la formule de l' « amour libre ». Ne sommes-nous pas conscients des dépravations et des perversions qui tentent, dans les conditions actuelles, de percer sous cette étiquette commode ? Regardez tous ces messieurs propriétaires et gestionnaires d'entreprises industrielles qui forcent certaines femmes, parmi sa main d'œuvre, ses employés, à satisfaire ses lubies sexuelles, usant de la menace du licenciement pour arriver à ses fins. Eux, à leur façon, ne sont-ils pas en train de pratiquer l' « amour libre » ? Ces « maîtres de maison » qui violent leurs domestiques et les mettent à la porte quand elles sont enceinte, n'adhèrent-ils pas à la formule de l' « amour libre » ?

« Mais nous ne parlons pas de cette forme de « liberté » nous objectent les défenseurs du mariage libre. Au contraire, nous demandons qu'une « seule moralité » soit adoptée, pour les deux sexes. Nous nous opposons à la licence sexuelle actuelle, et ne voyons comme morale que l'union libre basée sur un amour véritable ». Mais, mes chers amis, pensez-vous que votre idéal du « mariage libre », si il était pratiqué dans les conditions de la situation actuelle, produirait des résultats un tantinet différent de ceux constatés dans la pratique dévoyée de la liberté sexuelle ? C'est seulement quand les femmes seront libérées de toute contrainte matérielle, qui crée actuellement une double différence, face au capital et au mari, que le principe de l' « amour libre » pourra être instauré sans apporter de nouvelles souffrances

pour les femmes dans son sillage. Quand les femmes s'émancipent, travaillent et acquièrent une indépendance économique, certaines possibilités d' « amour libre » émergent, particulièrement pour les femmes les mieux payées de l'intelligentsia. Mais la dépendance des femmes face au capital reste, et cette dépendance ne cesse de s'accroître quand les travailleuses vendent leur force de travail. Le slogan « amour libre » est-il en mesure d'améliorer la pauvre existence de ces femmes, elles qui gagnent à peine de quoi survivre ? Et de toute façon, l' « amour libre » n'est-il pas déjà pratiqué au sein des classes laborieuses et pratiqué sur une échelle si large que la bourgeoisie a, à plus d'une occasion, tiré la sonnette d'alarme et fait campagne contre la « dépravation » et l' « immoralité » du prolétariat ? Il convient de noter que **si les féministes s'enthousiasment sur les nouvelles formes de concubinage en dehors du mariage, lorsqu'il s'agit des bourgeoises émancipées elles parlent d' « amour libre », mais quand on commence à parler de ce type de relations au sein de la classe ouvrière, on évoque de façon méprisante de « rapports sexuels inappropriés »**. Cela résume bien leur attitude.

Mais pour la travailleuse, actuellement, toutes les relations, qu'elles soient sanctifiées par l'église ou non, sont tout aussi dures à vivre par leurs conséquences. Le cœur du problème de la famille et du mariage réside pour la femme et la mère prolétariennes non dans la question de sa forme extérieure sacrée ou laïque, mais dans les conditions qui fixent les obligations complexes de la femme ouvrière, bien sûr pour elle c'est une question importante de savoir si son mari a le droit ou non de disposer de ses revenus, si il a le droit ou non de la forcer à vivre avec lui même si elle ne le veut pas, si son mari peut lui prendre ses enfants etc. Cependant, ce ne sont pas ces paragraphes du Code civil qui déterminent la place de la femme dans la famille, ni ces paragraphes qui créent toute la complexité et la confusion autour du problème de la famille. La question de ces relations cesserait d'être aussi pénible pour la majorité des femmes si la société libérait les femmes de toutes ses tâches domestiques qui sont actuellement inévitables (étant donné l'existence d'économies domestiques dispersées, individuelles), prenait la charge de la jeune génération, protégeait la maternité et laissait la femme à son enfant au moins pour les premiers mois après la naissance.

**En s'opposant au contrat de mariage religieux et civil, les féministes luttent contre un fétiche.** La travailleuse, d'autre part, mène la guerre contre les facteurs qui se trouvent derrière la forme actuelle conjugale et familiale. En luttant pour changer fondamentalement les conditions de vie, ils savent qu'ils contribuent aussi à changer les rapports entre les sexes. Ici, nous avons la principale différence entre l'approche bourgeoise et prolétarienne au problème difficile de la famille.

Les féministes et les réformateurs sociaux issus du camp de la bourgeoisie, croient naïvement dans la possibilité de créer de nouvelles formes de famille et de nouvelles formes de relations conjugales contre le sombre tableau qu'offre la société de classe actuelle, ils s'embrouillent eux-mêmes dans leur recherche de ces nouvelles formes. Si la vie n'a pas encore produit ces formes, il est nécessaire, ils semblent le penser, de les imaginer peu importe le prix. Il faut, pensent-ils, des formes de relation sexuelle qui soient capables de résoudre le complexe problème familial dans le système social actuel. Et les idéologues du monde bourgeois – les journalistes, écrivains, combattantes pour l'émancipation, les unes après les autres proposent leur « panacée familiale », leur nouvelle « formule familiale ».

A quel point ces formules de mariage peuvent paraître utopiques. De bien piètres palliatifs si on observe la sombre réalité de notre structure familiale moderne. Avant que ces formules d' « amour libre » et de



« relations libres » puissent devenir une réalité, il est avant tout nécessaire qu'une réforme fondamentale de toutes les relations sociales entre les êtres soit actée ; d'autre part, les normes sexuelles et morales et toute la psychologie de l'humanité devrait subir une évolution profonde, est-ce que la personne moderne serait prête psychologiquement pour l' « amour libre » ? Et la jalousie qui brûle même la meilleure des âmes humaines ? Et ce sens profondément ancré de la propriété qui exige la possession non seulement du corps mais de l'âme de l'autre ? Et l'incapacité à manifester un respect même de l'individualité d'autrui ? L'habitude de se subordonner à l'autre, ou de subordonner l'autre à soi-même ? Et l'amertume et le sentiment d'abandon, de solitude infinie, vécus quand l'aimé cesse d'aimer et s'en va ? Où la personne solitaire, qui est une individualiste au fond d'elle, trouvera-t-elle du réconfort ? Le collectif, avec ses joies, ses désillusions et ses aspirations, est le meilleur lieu pour développer les énergies émotionnelles et intellectuelles de l'individu. Mais l'homme moderne est-il capable de travailler avec ce collectif de telle façon qu'il puisse ressentir les influences réciproques ? La vie du collectif est-elle réellement en mesure, actuellement, de remplacer les petites joies personnelles de l'individu ? Sans cette « âme sœur » unique, même le socialiste, le collectiviste est assez seul dans ce monde antagoniste, seule dans la classe ouvrière nous apercevons la pâle éclaircie de l'avenir, celle de relations sociales plus harmonieuses et plus sociales entre les êtres. **Le problème familial est aussi complexe que la vie elle-même. Notre système social est incapable de le résoudre.**

D'autres formes de mariage ont été proposées. Plusieurs femmes progressistes et réformateurs sociaux ont vu le mariage seulement comme une façon de produire une progéniture. Le mariage en soi, disent-ils, n'a aucune valeur particulière pour les femmes – la maternité est son objectif, sa finalité sacrée, sa tâche dans la vie. Grâce à des défenseurs inspirés tels que Ruth Bray et Ellen Key, l'idéal bourgeois qui reconnaît la femme comme un être féminin plutôt que comme une personne a acquis un halo tout particulier de progressisme. La littérature étrangère s'est emparée de ce slogan mis en avant par ces femmes les plus avancées avec enthousiasme. Et même ici en Russie, dans le période précédant la tempête politique de 1905, avant que certaines valeurs soient remises en doute, la question de la maternité avait attiré l'attention de la presse quotidienne. Le slogan « le droit à la maternité » ne pouvait que susciter une réaction vigoureuse pour la majeure partie des femmes. Ainsi, en dépit du fait que toutes les suggestions des féministes à ce sujet soient de nature utopique, le problème était trop important et actuel pour ne pas attirer les femmes.

Le « droit à la maternité » est le type de question qui ne touche pas seulement les femmes de la classe bourgeoise, mais dans une plus large mesure, les femmes prolétariennes. Le droit à être mère – ces mots sacrés qui vont droit au « cœur de toute femme » et font battre son cœur plus vite. Le droit à allaiter son enfant avec « son » lait, et à assister aux premiers signes de l'éveil de sa conscience, le droit à s'occuper de son corps frêle et de protéger sa tendre âme des premières épreuves de la vie – quelle mère ne soutiendrait pas cette revendication ?

Il semble que nous butions encore sur une question qui permette l'unité entre femmes de différentes couches sociales : il semble que nous ayons trouvé, enfin, le pont qui unit les femmes de deux mondes hostiles. Regardons de plus près, découvrons ce que les femmes bourgeoises progressistes entendent par « droit à la maternité ». Nous pouvons alors voir, en fait, que les femmes prolétaires peuvent être d'accord avec les solutions au problème de la maternité envisagées par les combattants bourgeois pour l'égalité des droits. Aux yeux de ses fervents apologistes, la maternité possède une qualité presque sacrée.

En luttant pour annihiler les faux préjugés qui marquent la femme qui s'engage dans une activité naturelle – élever un enfant – car l'activité n'a pas été sanctifiée par la loi, les combattants pour le droit à la maternité ont tordu le bâton dans l'autre sens, la maternité est devenu un objectif dans la vie d'une femme.

Le dévouement d'Ellen Key aux obligations maternelles et familiales l'a forcé à garantir que la famille atomisée continuerait à exister même dans une société transformée sur des bases socialistes. Le seul changement, comme elle l'imagine, serait que tous les éléments d'utilité ou de gain matériel seraient exclus du mariage, qui serait conclu selon des inclinaisons mutuelles, sans rituels ni formalités – amour et mariage deviendraient réellement synonymes. Mais l'unité familiale isolée serait le résultat du monde individualiste moderne, avec sa course quotidienne, ses pressions, sa solitude ; la famille est le produit de ce système capitaliste monstrueux. Et pourtant Key espère transmettre la famille à la société socialiste ! Les liens du sang et de parenté sont souvent, c'est vrai, le seul soutien dans la vie, le seul refuge en des temps difficiles, quand des malheurs adviennent. Mais seront-ils moralement ou socialement nécessaires à l'avenir ? Key ne répond pas à la question. Elle adore considérer la « famille idéale », cette unité égoïste de la bourgeoisie moyenne envers laquelle les dévots de la structure bourgeoise sont si respectueux.

Mais la talentueuse quoique erratique Ellen Key n'est pas la seule à se perdre dans ses contradictions sociales. Il n'y a probablement guère d'autre question que celle du mariage et de la famille où les socialistes soient autant en désaccord. Devrions-nous organiser un sondage parmi les socialistes, les résultats seraient probablement très curieux. La famille doit-elle disparaître ? Sur quelle bases peut-on penser que les désordres familiaux actuels ne sont qu'une crise transitoire ? La forme actuelle de la famille sera-t-elle préservée dans la société future ou sera-t-elle enterrée avec le système capitaliste moderne ? Ce sont des questions qui peuvent recevoir des réponses très différentes.

Avec le transfert des fonctions éducatives de la famille à la société, le dernier lien qui unit la famille atomisée sera délié ; le processus de désintégration se déroulera à un rythme encore plus accéléré, et les pales silhouettes des relations maritales futures commenceront à voir le jour. Que pouvons-nous dire de ces silhouettes indistinctes, cachées comme elles le sont par les influences du jour présent ?

Doit-on répéter que les formes du mariage obligatoires aujourd'hui seront remplacées par l'union libre des amants ? L'idéal de l'amour libre esquissé dans l'imagination féconde de femmes luttant pour leur émancipation correspond indubitablement, dans une certaine mesure, aux normes de relations entre les sexes que la société établira. Cependant, les influences sociales sont si complexes et leurs interactions si diverses qu'il est impossible de prédire ce que seront les relations du futur, quand le système dans son ensemble aura radicalement changé. Mais l'évolution des relations, qui mûrit lentement, entre les sexes est une preuve patente que le mariage rituel et la famille atomisée sont voués à disparaître.

### **La lutte pour les droits politiques**

Les féministes répondent à nos critiques en disant : même si les arguments derrière notre défense des droits politiques des femmes vous semblent erronés, l'importance de cette revendication, qui est tout aussi urgente aux féministes et aux représentants de la classe ouvrière, doit-elle être réduite ? Les femmes des deux camps sociaux, pour le bien de leurs aspirations politiques communes, ne peuvent-elles pas dépasser les barrières de l'antagonisme de classe qui les divise ? Elles sont sûrement capables de mener

une lutte commune contre les forces hostiles qui les attaquent ? La division entre bourgeoisie et prolétariat est inévitable pour toutes les autres questions, mais sur cette question particulière, c'est ce que les féministes imaginent, les femmes de diverses couches sociales n'ont pas de différences.

Les féministes en reviennent à ces arguments avec amertume et perplexité, voyant des notions préconçues de loyauté partisane dans le refus des représentants de la classe ouvrière de se joindre à elles dans la lutte pour les droits politiques des femmes. Est-ce réellement le cas ?

Y-a-t-il une complète identité des aspirations politiques, ou cet antagonisme n'entrave-t-il pas la création d'une armée de femmes au-dessus des classes, sans division dans ce cas, comme dans les autres ? Nous devons répondre à cette question avant de dresser la tactique que les travailleuses emploieront pour gagner les droits politiques pour leur sexe.

Les féministes déclarent être du côté des réformes sociales, et certaines disent même qu'elles sont pour le socialisme – dans un avenir lointain, bien sûr – mais elles ne veulent pas lutter dans les rangs de la classe ouvrière pour la réalisation de ces objectifs. Les meilleures d'entre elle croient, avec une sincérité naïve, qu'une fois que les sièges de députées seront à leur portée, elles seront capables de panser les plaies sociales qui ne se sont développées selon elles que parce que les hommes, avec leur égoïsme inhérent, étaient les maîtres de la situation. Quelles que puissent être les bonnes intentions de ces groupes de féministes vis-à-vis du prolétariat, dès que la question de la lutte de classes est posée, elles quittent le champ de bataille apeurées. Elles pensent ne pas devoir interférer dans des causes étrangères, et préfèrent se retirer dans leur libéralisme bourgeois dont elles sont familières.

Non, les féministes bourgeois peuvent bien tenter de réprimer le véritable dessein de leurs désirs politiques, elles peuvent bien garantir à leurs petites sœurs que l'engagement dans la vie politique peut rapporter d'immenses avantages aux femmes de la classe ouvrière, l'esprit bourgeois qui pénètre l'ensemble du mouvement féministe donne une couleur de classe même à la revendication d'une égalité en droits politiques avec les hommes, qui semblerait être une revendication générale pour les femmes. Les différents objectifs, les diverses conceptions de comment les droits politiques seraient utilisés créent un fossé infranchissable entre les femmes bourgeoises et prolétariennes. Cela ne contredit pas le fait que les tâches immédiates des deux groupes de femmes coïncident dans une certaine mesure : pour que les représentants de toutes les classes qui accèdent au pouvoir politique révisent le code civil, qui dans chaque pays, dans une plus ou moins grande mesure, discrimine les femmes. Les femmes poussent à des changements légaux qui créeront des conditions plus favorables de travail pour elles ; elles s'uniront contre les régulations légalisant la prostitution etc. Cependant, la convergence entre ces tâches immédiates n'est que de nature purement formelle. Les intérêts de classe font que l'attitude de ces deux groupes face à ces réformes est contradictoire.

**L'instinct de classe – quoi qu'en disent les féministes – se montre toujours plus fort que le noble enthousiasme de la politique « au-dessus des classes ».** Tant que les bourgeoises et leurs « petites sœurs » seront égales dans leur inégalité, la première pourra, avec la plus grande sincérité, faire de grands efforts pour défendre les intérêts généraux des femmes. Mais dès que la barrière sera levée et que la bourgeoise aura accès à l'activité politique, les tout récents défenseurs des « droits de toutes les femmes » deviendront des défenseurs enthousiastes des privilèges de leur classe, contents de laisser leurs petites sœurs sans aucun droit du tout. Donc, quand les féministes parlent aux travailleuses de la nécessité

d'une lutte commune pour réaliser certains principes « généraux des femmes », les femmes issues de la classe ouvrière sont naturellement méfiantes.